

La Tunisie, le temps des crises

Colle d'actualité du 20/12/23 par Leith Ferjani, Salima Ghorbal, Mathis Gagnol

La Tunisie, en forme longue la République tunisienne, est un État arabophone et à majorité musulmane d'Afrique du Nord, souverain depuis 1956. Bordé au nord et à l'est par la mer Méditerranée (1 566 km de côtes), à l'ouest par l'Algérie avec 965 km de frontière commune et au sud-est par la Libye avec 459 km de frontière, sa capitale Tunis est située dans le Nord-Est du pays, au fond du golfe du même nom. Plus de 30 % de la superficie du territoire est occupée par le désert du Sahara, le reste étant constitué de régions montagneuses et de plaines fertiles. À l'indépendance, le 20 mars 1956, la Tunisie devient d'abord une monarchie constitutionnelle ayant pour souverain Lamine Bey, dix-neuvième et dernier bey régnant de la dynastie des Husseinites. Mais le 25 juillet 1957, la république est proclamée et le leader nationaliste Habib Bourguiba devient le premier président de la République tunisienne. Il modernise le pays qu'il dirige pendant trente ans, marqués à la fin par le clientélisme et la montée de l'islamisme. En 1987, il est déposé par le Premier ministre Zine el-Abidine Ben Ali, qui poursuit les principaux objectifs du «bourguibisme» tout en libéralisant l'économie mais exerce une présidence autoritaire et policière, caractérisée par l'importance de la corruption. Ben Ali est chassé le 14 janvier 2011 par une révolution populaire et se réfugie à Djeddah, en Arabie saoudite, sous le coup, avec son épouse Leïla Ben Ali, d'un mandat d'arrêt international.

Que reste-t-il de l'espoir démocratique de 2011 en Tunisie ?

I. La Tunisie, un exemple de démocratie (bilan du printemps tunisien de 2011 à 2019)

La révolution tunisienne, également connue sous le nom de Révolution de Jasmin de 2011, a été un soulèvement populaire qui a éclaté en Tunisie en décembre 2010 et a abouti au renversement du président Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011. Les manifestations ont été déclenchées par le chômage élevé, la corruption gouvernementale, les restrictions politiques et les problèmes économiques. Les manifestations ont gagné en ampleur et en intensité, conduisant à des affrontements avec les forces de sécurité. La répression brutale du gouvernement a suscité l'indignation et mobilisé davantage de personnes. Face à la pression populaire croissante, Ben Ali a fui en Arabie saoudite le 14 janvier 2011, mettant ainsi fin à son règne de près de 23 ans. La révolution tunisienne a été saluée comme le déclencheur du Printemps arabe, inspirant d'autres mouvements de contestation dans la région. Elle a également conduit à des changements politiques significatifs en Tunisie, avec la mise en place d'un gouvernement de transition et l'adoption d'une nouvelle constitution en 2014. Le Printemps tunisien a eu des conséquences significatives de 2011 à 2019 en Tunisie:

1. Transition politique : La révolution a entraîné le renversement du président Zine El Abidine Ben Ali en janvier 2011. Une transition politique a été amorcée, avec la mise en place d'un gouvernement de transition. Des élections libres et démocratiques ont été organisées en octobre 2011, aboutissant à la victoire du parti islamiste Ennahdha.
2. Nouvelle Constitution : La Tunisie a adopté une nouvelle constitution en 2014, marquant une étape importante dans la transition démocratique du pays. Cette constitution garantit des droits et des libertés civiles, et établit un système politique parlementaire.
3. Prix Nobel de la paix : En 2015, le Quartet du Dialogue national, un groupe de la société civile, a reçu le prix Nobel de la paix pour ses efforts dans la médiation politique et la consolidation de la démocratie en Tunisie.

4. Défis économiques : Malgré les progrès politiques, la Tunisie a été confrontée à des défis économiques tels que le chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, et des inégalités régionales persistantes.
5. Menaces sécuritaires : La Tunisie a également été confrontée à des menaces sécuritaires, en particulier avec l'émergence de groupes extrémistes. Des attaques terroristes, notamment celles au musée du Bardo et à Sousse en 2015, ont eu un impact sur le secteur du tourisme.
6. Instabilité politique : La période après la révolution a été marquée par une certaine instabilité politique, avec des changements fréquents de gouvernement et des tensions entre les différents partis politiques.
7. Évolution de la société civile : La société civile tunisienne a joué un rôle crucial dans le processus de transition, en contribuant à la médiation politique, à la promotion des droits de l'homme et à la consolidation de la démocratie.

En résumé, bien que la Tunisie ait accompli des avancées significatives vers la démocratie après le Printemps tunisien, elle a également été confrontée à des défis économiques et sécuritaires importants. La transition démocratique est un processus en cours, et la stabilité politique et économique demeure un objectif clé pour le pays.

II. La politique et les dérives depuis 2019 en Tunisie

Un pays en plein « virage populiste et autoritaire » ?

Selon le chercheur Luis Martinez directeur de recherche au Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris, le président Kaïs Saïed a été élu parce qu'il était « hors système », contre les élites et l'islam politique. C'est une personne marquée par des figures comme le dictateur Khadafi, croyant à la nécessité d'un chef fort, face aux politiciens qu'il juge corrompus. Ainsi, depuis sa prise de pouvoir, Kaïs Saïed n'a cessé d'accuser ses opposants, en particulier le parti Ennahdah (parti islamo-conservateur), de complotisme envers l'État et d'être responsables des crises successives qu'a connues la Tunisie depuis la révolution. Des dizaines d'avocats et de journalistes sont poursuivis sur la base de décrets-lois liberticides et des dizaines de juges ont été révoqués sans procès. Accusés de porter atteinte à la souveraineté nationale (sous prétexte du respect des bonnes mœurs, soupçon d'activités terroristes...), des opposants sont poursuivis, ce qui révèle l'instrumentalisation opérée par les autorités. Cela se traduit par le désintérêt grandissant des Tunisiens pour la question politique avec un taux d'abstention qui a atteint le niveau record de 92% lors des dernières législatives en décembre 2022.

Les libertés menacées ?

À l'heure actuelle, les libertés civiles ne cessent d'être remises en question. Par exemple, le Parlement examine une proposition de loi visant à contrôler davantage l'activité et le financement des associations. Le projet, justifié par les autorités au nom de la souveraineté nationale, s'inscrit dans un contexte politique plus large de détérioration des droits humains et de restrictions. Le coup de force du 25 juillet 2021 du président Kais Saïed, la suspension du gouvernement et de l'Assemblée semble constituer une reprise en main autoritaire du pays, dirigé depuis par décrets-lois. Ces épisodes avaient amorcé un processus de transition constitutionnelle qui s'est soldé le 25 juillet 2022 par l'adoption d'une nouvelle constitution. On parle d'un véritable « démantèlement méthodique des institutions ». La question migratoire illustre de même la route autoritaire que le pays semble emprunter : les immigrés installés en Tunisie, représentant près de 0,2% de la population (en majorité Libyens, Nigériens et Tchadiens), subissent une forte répression de la part de l'État. En basant son discours sur la peur, le président met en place une stratégie de « bouc émissaire » dans

un contexte de crise politique et économique en tenant des discours légitimant la violence exercée envers ces populations (il parle d'une menace « floue » venant de l'extérieur, à l'origine du chômage et de la délinquance et menaçant l'identité tunisienne).

La société civile, fossoyeuse de la nation ?

La société civile est la cible d'une répression encore plus grande, le pouvoir s'attaquant directement aux libertés d'expression, de la presse, d'association et de réunion. Le pays comptant plus de 24 000 associations, ce grand nombre sert au narratif des autorités pour prétendre à une liberté d'association dans le pays, pourtant remise en question à l'heure actuelle. Accusées de servir les intérêts étrangers ou soutenir l'opposition, les associations de défense des droits humains sont encadrées par la loi de septembre 2011 décrétée après la révolution. Aujourd'hui, un projet de loi rappelant les restrictions sur les associations sous le dictateur Ben Ali, propose aux autorités d'accorder un pouvoir de contrôle et de surveillance étendu des associations.

III. Être Tunisien : quelle identité ? Quel espoir en 2023 ?

Quelle identité ?

La Tunisie est un pays multiculturel marqué par des influences très diverses. En effet, c'est un pays arabe et africain qui se veut tourné vers l'occident (bien qu'aujourd'hui cela soit de moins en moins le cas). La majorité des diasporas tunisiennes sont présentes en Europe avec notamment plus d'un million de Tunisiens en France (la Tunisie est un ancien protectorat français).

Néanmoins, des changements majeurs ont eu lieu après 2011 (Révolution de Jasmin). En effet, nous assistons depuis à un retour identitaire fort avec l'émergence de partis politiques conservateurs tels que Ennahdha qui a beaucoup gagné en popularité après 2011, avec à sa tête Rached Ghanouchi. Ce parti est islamo-conservateur et influence majoritairement les milieux populaires.

Ce retour identitaire peut s'expliquer par les 23 ans au pouvoir de Ben Ali, qui continua la politique du premier présent de la république tunisienne Bourghiba. Celui-ci avait créé un État policier et sécularisé la société ; la pratique de la religion y était fortement contrôlée et les libertés étaient bafouées.

Quel espoir en 2023/2024 ?

La conséquence de ce renouveau identitaire s'illustre par l'élection du président actuel Kais Saïed. Un homme sans étiquette (sans parti), conservateur et professeur de droit constitutionnel. Il fait de la lutte contre la corruption sa principale promesse de mandat. Depuis les Tunisiens se lassent de la politique et de Ennahdha, majoritaire au parlement. Ainsi, Ennahdha perd en popularité jusqu'au coup de force du président qui gèle le parlement le 25 juillet 2021. Le président multiplie les coups de force et se met à dos les élites politiques et économiques. Par exemple, les principaux opposants politiques Ghanouchi et Abir Moussi sont en prison pour diverses affaires de corruption.

Néanmoins, la principale préoccupation et l'espoir aujourd'hui des Tunisiens n'est pas la lutte contre un éventuel retour à un État plus autoritaire mais bien la prospérité et la stabilité dans un contexte où les pénuries se multiplient (sucre, lait, café...). Une situation dangereuse lorsque l'on sait ce qu'ont pu entraîner les émeutes du pain des années 1980. Il faut alors prendre en considération la croissante perte de popularité du président en vue des élections présidentielles en 2024.

Il faut à présent garder en tête un relativisme culturel puisque beaucoup de Tunisiens se lassent de la démocratie, ils ne considèrent pas que ce soit le meilleur des régimes si la stabilité économique et politique y est menacée.

Une question se pose alors : La lutte contre la corruption justifie-t-elle l'autoritarisme ?

SOURCES :

Podcast (France culture: Enquête sur la transition démocratique en Tunisie, l'essai et la revue du jour 8 avril 2013)

France inter: « La démocratie s'enlise en Tunisie » 1 Mai 2018 , « Tunisie la désillusion démocratique » 31 janvier 2023.

DDC : <https://www.youtube.com/watch?v=pgOmmuEArOk> (Point sur le personnage de Saïed).